



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

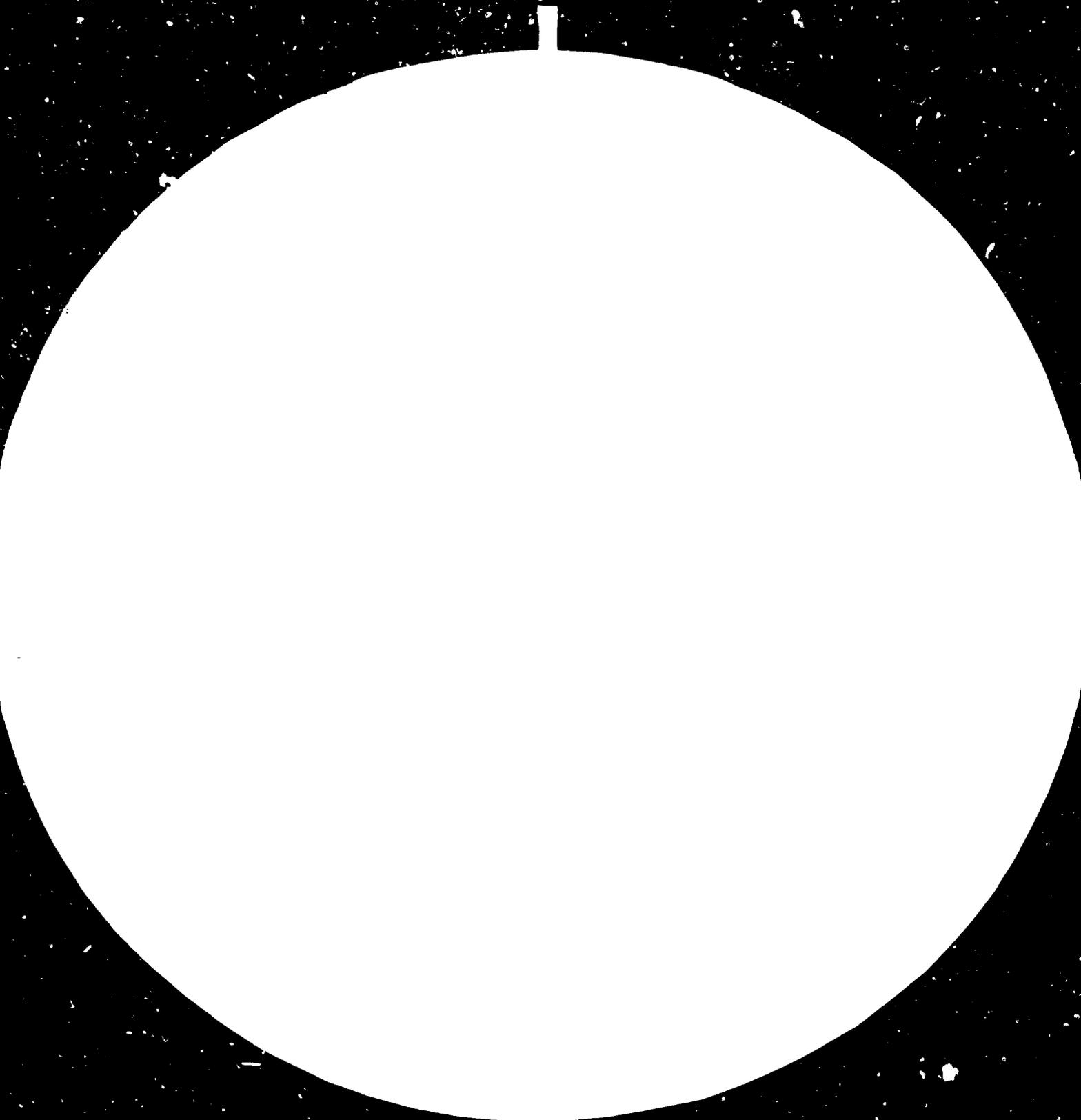
FAIR USE POLICY

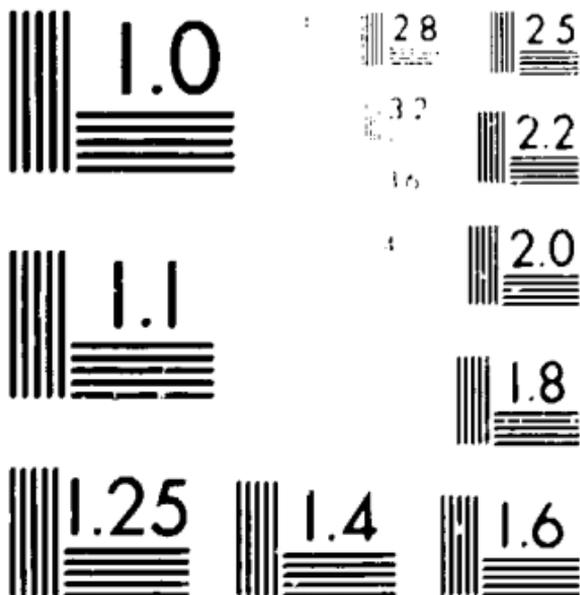
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS-1963-A



11912-F

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

TROISIEME CONSULTATION SUR LA SIDERURGIE

Caracas (Venezuela), 13 – 17 septembre 1982

RAPPORT (3ème consultation sur la
sidénergie)

..3492

PREFACE

La deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU^{DI}), tenue à Lima (Pérou) en mars 1975, a recommandé que l'ONU^{DI} étende son action à la mise en place d'un Système de consultations permanentes entre pays développés et pays en développement en vue d'accroître la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale grâce à une coopération internationale accrue^{1/}.

A sa septième session extraordinaire, qu'elle a tenue en septembre 1975, l'Assemblée générale des Nations Unies, par sa résolution 3362 (S-VII), a décidé que le Système de consultations préconisé dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima serait mis en place aux niveaux mondial, régional, interrégional et sectoriel^{2/}. L'ONU^{DI} devait, à la demande des pays intéressés, servir de forum pour la négociation d'accords dans le domaine de l'industrie entre les pays développés et les pays en développement d'une part, et entre les pays en développement eux-mêmes.

Quinze consultations ont été organisées depuis 1977; elles ont porté sur les biens d'équipement, les machines agricoles, la sidérurgie, les engrais, la pétrochimie, l'industrie pharmaceutique, les cuirs et articles en cuir, les huiles et graisses végétales et l'industrie alimentaire.

Ayant décidé en 1980 de conférer un caractère permanent au Système de consultations, le Conseil a adopté en mai 1982 le règlement intérieur^{3/} applicable au Système, y compris ses principes, objectifs et caractéristiques, notamment les suivants :

^{1/} "Rapport de la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel" (ID/CONF.3/31), chapitre IV, "Déclaration et plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels", paragraphe 66.

^{2/} Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session extraordinaire, Supplément No 1, paragraphe 3.

^{3/} Le Système de consultations (PI/84).

- Le Système de consultations est un instrument grâce auquel l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sert d'enceinte aux pays développés et aux pays en développement pour leurs contacts et leurs consultations intéressant l'industrialisation des pays en développement^{4/};
- Le Système de consultations permet également de procéder, pendant ou après les consultations, à des négociations entre les parties intéressées, sur la demande de ces dernières^{5/};
- Les participants de chaque pays membre comprennent des représentants des pouvoirs publics ainsi que des représentants de l'industrie, des travailleurs, des groupements de consommateurs, etc., au gré de chaque gouvernement^{6/};
- Chaque réunion de consultation établit un rapport, qui reproduit les conclusions et recommandations approuvées par consensus ainsi que les principales opinions exprimées pendant les débats^{7/}.

A sa quinzième session, tenue en 1981^{8/}, le Conseil a décidé que la troisième Consultation sur la sidérurgie aurait lieu durant l'exercice biennal 1982-1983.

^{4/} Ibid., paragraphe 1.

^{5/} Ibid., paragraphe 3.

^{6/} Ibid., paragraphe 23.

^{7/} Ibid., paragraphe 46.

^{8/} Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément No 16, paragraphe 171.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction	5	1 - 4
Conclusions et recommandations approuvées	7	5 - 17
<u>Chapitre</u>		
I. Organisation de la Consultation	13	18 - 34
II. Rapport de la plénière	17	35 - 80
III. Rapport du Groupe de travail (Question No 1 : Formation des ressources humaines pour l'industrie sidérurgique et Question No 2 : Le financement des projets sidérurgiques des pays en développement)	27	81 - 92
IV. Rapport du Groupe de travail (Question No 3 : Nouveaux venus dans l'industrie sidérurgique)	31	93 - 105
<u>Annexes</u>		
I. Liste des participants	34	
II. Liste des documents	47	

INTRODUCTION

Troisième Consultation

1. La troisième Consultation sur la sidérurgie s'est tenue à Caracas (Venezuela), du 13 au 17 septembre 1982. Y ont pris part 183 participants de 46 pays et de 11 organisations internationales.

Historique de la troisième Consultation

2. La deuxième Consultation sur la sidérurgie s'est tenue à New Delhi (Inde) en janvier 1979^{1/}. Elle a adopté un certain nombre de conclusions et recommandations qui sont résumées ci-après :

- a) Les progrès de la sidérurgie dans les pays en développement, tout en étant orientés vers la satisfaction des besoins de ces pays, peuvent avoir des effets positifs sur l'économie des pays développés grâce à la croissance des marchés des biens d'équipement et des services;
- b) Les pays en développement et les pays développés ont des intérêts communs dans ce secteur;
- c) L'évolution qui est intervenue dans la sidérurgie doit être analysée dans le contexte des objectifs de Lima;
- d) Les caractéristiques de la sidérurgie exigent une bonne connaissance des préparatifs nécessaires pour mobiliser des ressources de manière à obtenir des résultats à moyen terme;
- e) Les différentes hypothèses de développement fondées sur des scénarios intermédiaires élaborés pour l'horizon 1990, devraient optimiser les intérêts des pays développés et des pays en développement dans le secteur;
- f) Il faudrait tenir compte :
 - i) Des politiques nationales, sous-régionales et régionales;
 - ii) Des relations bilatérales;
 - iii) De l'indépendance et du dynamisme des opérateurs économiques;

1/ Rapport de la deuxième Réunion de consultation sur la sidérurgie (ID/224).

- iv) De la liaison à assurer avec les gouvernements et les institutions financières pour obtenir leur appui;
- v) De la nécessité de permettre aux opérateurs considérés de répondre aux besoins de développement de la sidérurgie avec davantage de dynamisme et d'efficacité;
- vi) De la nécessité de donner des indications concrètes en vue d'une coopération internationale mutuellement avantageuse;
- vii) Des références à fournir concernant l'évolution possible de la sidérurgie jusqu'en 1990;
- viii) Des aspects du développement touchant : l'infrastructure; la fabrication de biens d'équipement; la fourniture de services; les besoins en main-d'oeuvre; la formation et la gestion de la main-d'oeuvre; l'entretien; la santé et la sécurité; les besoins sociaux; les ressources naturelles et financières.

3. La deuxième Consultation a également recommandé que l'ONUDI crée deux groupes de travail. Le Groupe de travail sur les scénarios de développement de l'industrie sidérurgique s'est réuni à Alger (Algérie), du 3 au 5 décembre 1979, et il a décidé qu'un petit Groupe d'experts travaillerait en contact étroit avec l'ONUDI en vue d'examiner la documentation. Le Groupe d'experts s'est réuni trois fois avant de convoquer la deuxième réunion du Groupe de travail qui s'est tenue à Estoril (Portugal), du 3 au 5 février 1982. Le Groupe de travail a recommandé que les questions suivantes soient examinées par la troisième Consultation;

- a) Coopération entre les pays développés et les pays en développement et entre ces derniers en ce qui concerne la formation, l'assistance technique et le transfert des excédents en ressources humaines des pays développés vers les pays en développement;
- b) Coût et financement des éléments de projet qui nécessitent davantage d'assistance, par exemple, le développement de l'infrastructure, les ressources humaines, etc;
- c) Problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement qui essaient pour la première fois de se doter d'une industrie sidérurgique.

4. Le deuxième Groupe de travail créé par la deuxième Consultation, qui était chargé d'étudier les problèmes relatifs au minerai de fer et au charbon cokéifiable s'est réuni à Bratislava (Tchécoslovaquie), du 16 au 18 mars 1982. A cette occasion, l'ONUDI a établi, conformément à une résolution de la deuxième consultation, un répertoire des instituts de recherche sur la sidérurgie.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS APPROUVEES

5. On a jugé que les trois documents présentés par le Secrétariat évaluait parfaitement les principaux problèmes touchant l'industrie sidérurgique des pays en développement et qu'ils devraient continuer à servir de documentation de base pour ce secteur.

Question No 1 : Formation des ressources humaines pour l'industrie sidérurgique

Conclusions

6. La formation est un élément essentiel et vital de la création d'une industrie sidérurgique dans les pays en développement. Elle doit être intégrée dès le départ dans les plans des installations sidérurgiques et il faut en tenir dûment compte dans le calcul des coûts des projets. Le financement de la formation doit être prévu dès le début de la phase de conception des projets.

7. Il y a une volonté d'améliorer la conception et l'organisation des programmes de formation de manière à les rendre plus rentables et mieux adaptés aux conditions particulières qui existent dans les installations sidérurgiques des pays en développement. Les études techniques à faire - cas par cas - comportent l'analyse comparée des avantages de la formation dans l'entreprise et de la formation à l'étranger, la formation des formateurs, et de nombreux autres facteurs. Il importe toutefois de ne pas définir la formation de manière trop restrictive. Elle doit englober des éléments propres à contribuer au plein épanouissement des travailleurs, tenir compte des exigences de la santé, de la sécurité et de la protection de l'environnement et comprendre la formation professionnelle de base, le recyclage, la formation permanente et des mesures appropriées en faveur des travailleurs n'ayant pas reçu un enseignement de type scolaire. On devrait prendre en compte les préoccupations des travailleurs et de leurs organisations en les associant à la conception et à la réalisation des programmes de formation.

8. L'assistance technique fait souvent défaut, elle pâtit de la rotation trop rapide du personnel concerné, elle est mal adaptée et coûteuse. On a reconnu que le recours accru à la main-d'oeuvre qualifiée disponible dans les pays industrialisés pouvait constituer un moyen d'accroître l'offre et d'améliorer la qualité de la formation et de l'assistance technique apportées à l'industrie sidérurgique dans les pays en développement. Il faut d'urgence obtenir des informations sur les sources possibles de main-d'oeuvre de ce type et étudier les possibilités d'appariement de l'offre et de la demande dans ce domaine, et l'emploi rationnel des ressources disponibles.

9. De nombreux pays en développement disposent d'une expérience et de compétences de plus en plus riches qui pourraient constituer la base d'une coopération et d'activités d'assistance technique entre pays en développement.

Recommandations

10. La Consultation a recommandé à l'NUDI :

- a) D'étudier la possibilité de publier un répertoire des sources de main-d'oeuvre qualifiée dans les pays développés.
- b) De diffuser des renseignements sur l'expérience acquise dans le cadre de la coopération Sud-Sud en matière de formation et d'assistance technique, et notamment une évaluation des possibilités offertes par les services existants. Elle devrait aussi s'efforcer d'améliorer ces services et d'en faciliter l'accès en prenant contact avec les institutions et les gouvernements concernés.
- c) D'élargir ses activités de formation dans l'entreprise à l'intention des personnels des pays en développement.
- d) D'étudier les politiques et les pratiques qui, au niveau des entreprises et à l'échelon national, entravent l'efficacité de l'assistance technique dans ce domaine, et d'établir la documentation nécessaire à une réunion de parties intéressées qu'elle convoquerait pour examiner des recommandations en vue d'une action future.
- e) D'évaluer les méthodes de formation en usage compte tenu de l'expérience acquise et d'élaborer un ensemble de principes directeurs avec le concours et les apports d'autres organisations internationales, comme l'Organisation internationale du Travail, de centres de formation, d'universités, etc. Elle devrait aussi tirer parti des connaissances spécialisées accumulées par l'industrie et les sociétés de conseil.

Question No 2 : Financement des projets sidérurgiques
des pays en développement

Conclusions

11. On a estimé que le financement des ressources humaines et de l'infrastructure était essentiel pour faciliter celui des nouveaux projets sidérurgiques dans les pays en développement. On aurait de bien meilleures chances d'inciter les banques internationales et commerciales à financer de tels projets et il serait plus facile d'obtenir des garanties gouvernementales des organismes d'exportation si l'on réduisait le coût de ces projets en redéployant ces éléments de dépenses et en proportionnant mieux les projets aux capacités locales et aux marchés.
12. Pour faciliter le financement de la formation et de l'assistance technique, le mieux serait de l'intégrer dans le financement global des projets.

Recommandations

13. La Consultation a recommandé au Secrétariat de l'ONUDI :
- a) D'établir un document sur les moyens d'obtenir un financement distinct de l'infrastructure et sur les sources possibles de ce financement (y compris le cofinancement avec le concours d'organismes internationaux de prêt, l'aide publique bilatérale et d'autres sources de prêt à des conditions de faveur). Ce document pourrait servir de base de discussion entre parties intéressées pour s'assurer que les formules proposées sont acceptables avant d'arrêter des directives à l'intention des emprunteurs éventuels.
 - b) De procéder à une évaluation des systèmes de financement, de formation et d'assistance technique en vigueur dans le monde industrialisé et dans les plus avancés des pays en développement. L'ONUDI devrait soumettre un document sur la question aux Etats Membres et, par leur intermédiaire, à leurs organismes de crédit à l'exportation, afin qu'ils puissent envisager les conditions de financement et de paiement de ce type de services, lors de la construction et après l'entrée en service d'une installation.
 - c) De communiquer les conclusions et recommandations de la troisième Consultation aux Etats Membres, ainsi qu'à la Banque mondiale et aux autres importantes institutions financières.

- d) De communiquer les conclusions et recommandations relatives au financement adoptées par la troisième Consultation à la première Consultation mondiale sur le financement industriel, qui doit se tenir à Madrid en octobre 1982.

Question No 3 : Nouveaux venus dans l'industrie sidérurgique

Conclusions

14. Notant que des projets prévoyant la mise en place, d'ici à 1990, d'une capacité totale de 4,5 millions de tonnes ont été identifiés dans 32 pays, la Consultation engage la communauté internationale à prendre dûment en considération les aspirations de ces pays.

15. Les mesures à prendre sur le plan interne par les nouveaux venus ont été définies dans le document No 3, qui devrait orienter les activités d'exécution correspondantes.

Recommandations

16. La Consultation a recommandé que :

- a) L'ONUUDI, en poursuivant ses activités et appliquant ses procédures ordinaires en ce domaine, établisse une liste des consultants de pays en développement et de pays développés auxquels on puisse faire appel pour satisfaire toute demande de services consultatifs au cours des premiers stades de la formulation et de l'évaluation des projets dans les pays nouveaux venus. Les pays membres et d'autres parties intéressées dans l'industrie sidérurgique devraient être invités à fournir des noms d'experts. Ces experts devraient indiquer s'ils sont disposés à fournir leurs services gratuitement aux pays en développement et, dans l'affirmative, à quelles conditions. La Consultation a attaché une importance particulière à l'emploi d'experts en sidérurgie provenant de pays en développement, afin de mettre à la disposition des pays nouveaux venus l'expérience qui leur convient le mieux et de favoriser la coopération Sud-Sud.
- b) Les pays membres et d'autres parties intéressées ouvrent aux nouveaux venus, à des conditions particulièrement favorables, les services de formation existant dans le secteur sidérurgique;

- c) La Banque mondiale et les institutions financières internationales accordent une attention spéciale aux besoins, dans le domaine de l'infrastructure, des pays nouveaux venus qui envisagent de réaliser des projets sidérurgiques, eu égard à la contribution positive que l'infrastructure nécessaire pour ces projets peut apporter au développement économique général et équilibré de ces pays.
- d) En ce qui concerne la poursuite des tâches de l'ONUDI et de ses activités de contrôle - et compte tenu de ce que les nouveaux venus ont besoin de créer des mini-acières et que cette capacité servirait avant tout à satisfaire leur demande intérieure - le Secrétariat devrait :
- i) Dans toute la mesure du possible et sur demande expresse, accorder une attention spéciale aux nouveaux venus dans ses activités d'assistance technique pour l'évaluation des nouveaux projets, notamment en ce qui concerne la formation, le financement et le développement de l'infrastructure, en tenant dûment compte des questions d'environnement;
 - ii) Faire le nécessaire pour que les pays nouveaux venus disposent de l'information voulue sur tous les fournisseurs éventuels de technologie et de matériel pour les mini-acières;
 - iii) Aider les nouveaux venus à rechercher le financement nécessaire pour les projets, y compris la formation et le développement de l'infrastructure.
 - iv) Suivre les progrès accomplis dans la réalisation des projets dans les pays nouveaux venus, rassembler des informations sur ces projets en vue d'aider ces pays à améliorer les activités d'exécution;
 - v) Prendre contact avec les pays qui versent des contributions spéciales à l'ONUDI pour obtenir un rang de priorité plus élevé dans les arrangements de financement correspondants, de manière à ce que l'ONUDI puisse s'acquitter des tâches susmentionnées.

- vi) Afin de concrétiser les aspirations communes des pays en développement et des pays nouveaux venus, s'employer à diffuser de manière permanente l'information sur les programmes et les besoins des nouveaux venus aux entreprises, organisations et instituts disposant de l'expérience voulue, situés dans d'autres pays.

Généralités

17. L'ONUDI devrait suivre de près l'application de ces recommandations et faire rapport annuellement aux participants à la troisième Consultation sur les progrès accomplis.

I. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

Ouverture de la Consultation

18. La troisième Consultation sur la sidérurgie a entendu M. Abd-El Rahman Khane, Directeur exécutif de l'ONUDI, en présence de M. Luis Herrera Campins, Président de la République du Venezuela. Le Directeur exécutif de l'ONUDI a remercié le Président du Venezuela d'avoir accueilli la troisième Consultation; c'était un indice du rôle important joué par le Venezuela dans les efforts déployés en faveur du progrès économique des pays en développement et de la coopération internationale entre ceux-ci et les pays développés.

19. Parlant des scénarios élaborés par l'ONUDI, le Directeur exécutif a fait observer que, selon le scénario normatif, la capacité de production des pays en développement serait portée à 260 millions de tonnes pour 1990, chiffre qui comprend les 117 millions de tonnes correspondant aux 138 projets sidérurgiques retenus par l'ONUDI. Ce scénario pour 1990, qui était à opposer aux 500 millions de tonnes prévues en 1977 pour l'an 2000, constituait un objectif réalisable.

20. Le Directeur exécutif a ensuite appelé l'attention des participants sur les études établies par l'ONUDI, d'après lesquelles la création de nouvelles capacités dans les pays en développement aurait des incidences positives sur l'industrie des biens d'équipement des pays développés; qui plus est, ces études avaient montré que les créations d'emplois qui s'ensuivraient dans ces derniers pays pourraient être beaucoup plus importantes que les suppressions éventuelles causées par l'évolution du commerce de l'acier avec les pays en développement.

21. S'agissant des 32 pays nouvellement venus à la sidérurgie, le Directeur exécutif a fait observer qu'ils avaient besoin d'une assistance spéciale de la communauté internationale pour produire à l'intention de leur propre marché 4 millions de tonnes, généralement en créant des mini-acières.

22. Après avoir noté combien il importait pour les pays en développement de se procurer les ressources financières nécessaires et d'assurer une formation complète à leur main-d'oeuvre, le Directeur exécutif a engagé les participants à la troisième Consultation à élaborer un nouveau cadre mutuellement acceptable pour une coopération internationale améliorée. Ce nouveau cadre devrait constituer une source de propositions concrètes qui pourraient être incluses dans les programmes de développement des pays en développement.

23. Les participants à la troisième Consultation a été officiellement ouverte par le Président de la République du Venezuela. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a formulé l'espoir que par le dialogue, la consultation et la négociation, il serait possible de surmonter les problèmes qu'affronte la sidérurgie mondiale. Il voyait dans la troisième Consultation un dialogue Nord-Sud sur ce secteur industriel, dialogue d'autant plus opportun que toutes les nations du monde souffraient d'une récession économique prolongée.

24. Le Président de la République a rappelé que les pays en développement jugeaient qu'il était impérieux d'aller vers un nouvel ordre économique international et que pour y parvenir il fallait relancer aussi bien le dialogue Nord-Sud que les négociations globales dans le cadre des Nations Unies. Il a regretté toutefois que la volonté politique d'engager ces négociations globales fit défaut.

25. Le Président du Venezuela a ensuite fait le point de la situation économique mondiale, notant en particulier les effets néfastes de l'inflation sur l'emploi et les balances des paiements; en conséquence, on relevait dans les pays développés une nouvelle tendance à adopter des politiques protectionnistes à l'égard des produits manufacturés provenant des pays en développement; par ailleurs, les pays en développement voyaient leur endettement extérieur s'alourdir très considérablement. Le Président de la République a insisté plus précisément sur les effets négatifs que les politiques anti-inflationnistes suivies par les pays développés et l'emploi accru des matières plastiques et autres avaient sur la sidérurgie mondiale. Néanmoins, il s'est dit assuré que l'on trouverait les moyens nécessaires pour surmonter la crise actuelle en faisant preuve d'optimisme quant à l'avenir. En conséquence, les travaux de la troisième Consultation sur le développement de l'industrie sidérurgique jusqu'à la fin du siècle seraient particulièrement importants.

26. Le Directeur exécutif a exprimé sa profonde et sincère gratitude au Président du Venezuela.

27. Les participants ont ensuite entendu le Chef du Service des négociations de l'ONUDI, qui a précisé les grands principes, objectifs et caractéristiques du Système de consultations et le Vice-Président du Groupe spécial, qui a fait le point des activités menées par l'ONUDI pour mettre en oeuvre les recommandations de la deuxième Consultation sur la sidérurgie.

Election du Bureau

28. M. Guillermo Briceno (Venezuela), Président de la Corporación Venezolana de Guayana - (Siderúrgica del Orinoco) (SIDOR), a été élu Président de la Consultation.

29. Les trois personnalités suivantes ont été élues aux fonctions de vice-président :

- M. Rezki Hocine (Algérie), Directeur général, Société nationale de sidérurgie (SNS)
- Mme Maria Kaposi (Hongrie), Chef de Section, Société de commerce extérieur Metalimpex
- M. I.C. Kumar (Inde), Joint Secretary, Département des aciéries, Ministère des aciéries et des mines

30. M. Hervé Bolot (France), Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère des relations extérieures, a été élu Rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour

31. La Consultation a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la Consultation
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Présentation des scénarios et des questions par le Secrétariat
5. Examen des diverses questions
6. Recommandations en vue d'une action ultérieure
7. Adoption du rapport de la Consultation

Création de groupes de travail

32. Deux groupes de travail à composition non limitée ont été créés :

- Groupe de travail I, sous la présidence de M. Roderick C. Mackler (Etats-Unis d'Amérique), chargé des affaires concernant l'ONUDI au Département d'Etat, pour examiner la question No 1 : "Formation des ressources humaines pour l'industrie sidérurgique" et la question No 2 : "Le financement des projets sidérurgiques des pays en développement".

- Groupe de travail II, sous la présidence de M. Aluisio Marins (Brésil), Secrétaire exécutif du Conseil de la sidérurgie et des métaux non-ferreux (CONSIDER), Ministère de l'industrie et du commerce, pour examiner la question No 3 : "Nouveaux venus dans l'industrie sidérurgique".

Adoption du rapport

33. Le rapport, comprenant les rapports des groupes de travail, a été adopté par consensus à la séance de clôture de la Consultation, le vendredi 17 septembre 1982.

Documentation

34. On trouvera à l'annexe II la liste des documents publiés en vue de la Consultation.

II. RAPPORT DE LA PLENIERE

Scénarios de l'industrie sidérurgique 1990

35. Le représentant du Secrétariat, présentant "Les scénarios de l'industrie sidérurgique 1990" (ID/WG.374/2 et Add.1) a expliqué que ceux-ci avaient été préparés, avec la collaboration du Groupe de travail sur les scénarios de développement de l'industrie sidérurgique et avec l'aide d'experts.

36. La recommandation de la deuxième Consultation relative à l'élaboration de scénarios traduisait une incertitude quant à l'évolution de l'industrie sidérurgique. La récession ayant continué dans cette industrie, il était encore plus difficile de faire des prévisions. L'élaboration de scénarios impliquait une autre approche. La prospective n'envisageait pas un avenir unique mais des avènements multiples, résultant du jeu des acteurs et de leurs stratégies.

37. Les scénarios, conformément au mandat reçu, avaient été axés sur les pays en développement et l'on avait pris en considération les tendances de la sidérurgie mondiale.

38. Les scénarios avaient été établis selon une méthodologie consistant à analyser la structure de l'industrie sidérurgique, à en dégager les variables motrices, à recenser les projets sidérurgiques des pays en développement et à en dégager les caractéristiques, et à utiliser les hypothèses socio-politiques de scénarios globaux existants et des indicateurs économiques dérivés du modèle ONUDI/CNUCED. Cela avait permis de définir sept scénarios, dont deux avaient été retenus par le Groupe de travail : un scénario de faible croissance et un scénario normatif.

39. Le scénario de faible croissance n'était pas un scénario de crise, le scénario normatif n'était pas un scénario maximaliste, ni celui d'une gestion collégiale Nord-Sud des affaires sidérurgiques. Par contre, les deux scénarios visaient à définir les intérêts que les pays développés et en développement avaient en commun, encore qu'à des degrés divers.

40. Le scénario de faible croissance correspondait à la poursuite de la coopération dans ses modalités actuelles; le scénario normatif supposait un élargissement et un changement qualitatif de la coopération internationale, entre pays développés et pays en développement, et entre ces derniers.

41. Le scénario de faible croissance impliquait la réalisation des projets en cours dans les pays en développement (soit des capacités nouvelles de plus de 63 millions de tonnes). Le scénario normatif supposait la réalisation de ces projets et de ceux actuellement simplement envisagés, ou faisant l'objet d'études de préfaisabilité et de négociations (soit des capacités nouvelles de 117 millions de tonnes).

42. Des balances production-consommation avaient été établies en combinant différentes hypothèses relatives aux taux de croissance de la demande et aux taux d'utilisation des capacités de production. Ces balances faisaient apparaître des besoins d'importations des pays en développement d'importance variable, et des disparités selon les régions et selon qu'il s'agissait de produits longs ou plats.

43. En conclusion, les scénarios conduisaient à proposer un cadre élargi de coopération internationale. Cet élargissement supposait que soient tranchées les questions suivantes : rang de priorité de la sidérurgie dans les programmes d'investissement des pays en développement; possibilité, malgré la crise sidérurgique dans certains pays développés, de contribuer à la réalisation des projets sidérurgiques dans les pays en développement ou, au contraire, de donner la priorité absolue à la restructuration des industries touchées par la récession et de reporter à plus tard la coopération à l'édification des nouvelles capacités sidérurgiques du Sud.

44. La coopération internationale élargie pourrait acquérir, notamment, une dimension sociale. L'édification d'une industrie sidérurgique dans les pays en développement aurait des conséquences positives sur l'emploi dans les pays développés, les gains dans le secteur des biens d'équipement l'emportant largement sur d'éventuelles pertes imputables à des exportations sidérurgiques des pays en développement. La main-d'oeuvre qualifiée touchée par les suppressions d'emplois dans les pays développés pourrait être utilement employée à des tâches d'assistance technique dans les pays en développement. De nouvelles formules de financement étaient également concevables; les éléments négociables variaient selon les types de projets. Le financement des infrastructures technique et sociale, ainsi que celui de la formation du personnel, étaient les conditions indispensables d'un "bon projet", productif et rentable.

45. Les scénarios suggéraient aussi d'étudier comment aider les pays projetant d'entrer dans ce secteur, le plus souvent en acquérant des mini-aciéries.

46. Bref, les scénarios essayaient de définir non plus seulement le souhaitable, comme au cours des consultations précédentes, mais également le possible. Il fallait essayer de réaliser le scénario qui soit à la limite supérieure des possibilités. Le Secrétariat a ensuite invité les participants à se prononcer sur l'appréciation du possible, concluant qu'ils ne seraient pas seulement les co-auteurs mais aussi les acteurs des scénarios.

Résumé des délibérations

47. La plupart des participants ont félicité le Secrétariat pour la qualité des documents soumis à la Consultation et ont considéré que les scénarios 1990 (ID/WG.374/2 et Add.1) constituent un cadre de discussion et de réflexion,

48. Un participant a signalé que les informations les plus récentes montrent une détérioration de la production sidérurgique dans les pays en développement, et a proposé que ces données soient ajoutées aux documents.

49. Plusieurs participants ont expliqué qu'en raison de la pression démographique et de l'urbanisation, le scénario de faible croissance ne pouvait satisfaire les besoins de leurs populations.

50. Dans leurs interventions, certains participants ont mis l'accent sur les sérieuses difficultés rencontrées par leur sidérurgie, sur l'importance des compressions de personnel pratiquées, et sur le processus de restructuration et de rationalisation de leur industrie, processus qui n'est pas achevé.

51. Le représentant de la Communauté économique européenne a fait le point des mesures draconiennes adoptées par son organisation pour concourir activement à la réorganisation du marché mondial sans pour autant entraver les courants d'échanges traditionnels avec les pays tiers.

52. De nombreux participants ont exprimé l'avis qu'il fallait abandonner des pratiques comme le dumping, le protectionnisme, etc. Deux autres participants ont estimé que les pays devaient rechercher en coopération les moyens de normaliser les échanges, pour éviter que les tendances actuelles n'aboutissent à un scénario de crise généralisée.

53. La gravité de la récession, son extension récente aux pays en développement, ont conduit plusieurs participants à considérer que le taux projeté de la demande dans le scénario normatif était trop élevé et que, par conséquent, il était difficile d'imaginer qu'il pouvait être réalisé. En outre, on s'était trop peu préoccupé de l'évolution de la demande.

54. Un participant a souligné que le plus important n'était pas de discuter de la demande ou des données chiffrées des scénarios, mais d'analyser les principaux aspects qualitatifs des scénarios et de faire ressortir les aspects conceptuels des difficultés. Ainsi, il serait possible d'ouvrir de nouvelles perspectives d'entente au niveau mondial et de définir de nouvelles bases de dialogue aussi bien entre le Nord et le Sud qu'à l'intérieur de ce dernier.

55. Plusieurs participants ont estimé que le processus de réajustement de l'industrie sidérurgique s'étendrait sur 5 ou 10 ans et pèserait sur l'ensemble du secteur sidérurgique, la restructuration affectant, au demeurant, les industries d'aval consommatrices de métal. Dans ces conditions, quelques participants ont estimé, tout en le regrettant, que le scénario de faible croissance était le plus réaliste des deux.

56. Un participant a estimé que même la réalisation du scénario de faible croissance nécessiterait une importante coopération internationale. Pour un autre participant, le scénario de faible croissance était un scénario de crise; selon plusieurs participants, seul le scénario normatif était de nature à susciter une importante coopération internationale.

57. Un autre participant a émis l'opinion que ce qu'il fallait, ce n'était pas porter un jugement sur la probabilité de réalisation de tel ou tel scénario, mais discuter de l'ensemble des mesures qui, dans le domaine de la coopération internationale, étaient susceptibles de faciliter la réalisation du scénario normatif.

58. Un autre participant a estimé que l'examen des scénarios devrait être fait d'un point de vue plus global, ne pas être limité aux seules positions des sidérurgistes, mais tenir compte aussi de celles des fabricants de biens d'équipement et des sociétés pourvoyeuses de services, notamment consultatifs, désireux de participer à l'édification d'industries sidérurgiques dans les pays en développement. Les deux familles de scénarios étaient bénéfiques pour l'économie mondiale mais inégalement, et c'était le scénario normatif qui contribuerait le plus à la relance des activités touchées par la récession.

59. Un participant a fait observer que les possibilités de réalisation et les incidences des divers scénarios devraient être jugées en fonction de la diversité des produits sidérurgiques, et non pas en considérant la sidérurgie comme un tout. La distinction faite par le Secrétariat entre les produits longs et les produits plats allait dans ce sens. Du point de vue de la production, des possibilités considérables de choix étaient également offertes par l'éventail des technologies disponibles et des types d'usines. Le principal pour le futur serait sans doute de concevoir des usines prenant mieux en considération l'aspect humain, aussi bien pour les pays en développement que développés.

60. Un participant a expliqué que l'inadaptation de la formation et l'absence d'infrastructure sociale, provoquaient l'instabilité du personnel dans son pays et causaient des coûts sociaux considérables.

61. Un autre participant a souligné que l'absence d'une infrastructure physique empêchait l'établissement d'une industrie sidérurgique et il a déploré les lenteurs et les coûts élevés de l'assistance technique.

62. De l'avis d'un participant, bien que l'assistance technique donnée par l'ONUDI et des organisations gouvernementales de son pays ait joué un rôle positif, celle-ci s'obtenait surtout par le biais de relations entre entreprises privées. En conséquence, la question de la coopération ne pouvait être abordée globalement, mais projet par projet.

63. Un participant d'un pays en développement a exprimé sa déception devant l'attitude jugée négative des pays développés et l'absence d'une réelle volonté de coopération de leur part.

64. Les aspects positifs des positions prises par des participants au cours de la troisième Consultation ont été relevés, notamment :

- a) La possibilité d'utiliser la formule des accords de troc entre entreprises;
- b) L'offre d'aide à la planification scientifique des activités sidérurgiques faite par un représentant d'un pays développé à économie planifiée;
- c) L'annonce de l'organisation d'un colloque destiné à des pays en développement, qui se tiendrait du 28 mai au 4 juin 1983 à l'initiative des autorités d'un pays scandinave;

- d) Les déclarations de principe favorables à la coopération émanant d'un représentant de pays industriels à économie de marché.

65. Des informations ont été données quant à la situation existant dans certains pays en développement qui prenaient part pour la première fois à une consultation de l'ONUDI.

66. La Consultation a été informée par le représentant du Secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) des travaux en cours dans son organisation, particulièrement en ce qui concerne l'analyse des facteurs de nature à déterminer la structure de la demande, travaux qui s'achèveraient au début de 1983.

67. Avant de clôturer la discussion sur les scénarios, le Président a résumé les principaux points sur lesquels s'était fait l'accord général des participants, à savoir :

- La nécessité de ne pas sous-estimer les problèmes d'infrastructure
- L'utilité des observations quant à l'avenir prévisible
- Les moyens de prévoir l'offre en 1990
- La qualité des travaux réalisés par le Secrétariat de l'ONUDI qui pourraient servir de base pour l'étude des trois points précités.

Documents relatifs aux questions Nos 1, 2 et 3

Présentation par le Secrétariat de l'ONUDI

68. Présentant la question No 1 intitulée "Formation des ressources humaines pour l'industrie sidérurgique" (ID/WG.374/1), le représentant du Secrétariat de l'ONUDI a rappelé que la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée constitue l'un des principaux problèmes à résoudre pour créer et exploiter efficacement une industrie sidérurgique dans les pays en développement. La réalisation du scénario normatif nécessiterait la formation de près de un million de travailleurs dans les pays en développement et les services d'environ 40 000 spécialistes de pays développés.

69. Faute d'information et en l'absence d'évaluation des méthodes de formation, il était difficile d'apprécier les aspects qualitatifs de la formation requise.

70. On a souligné la rentabilité élevée des investissements consacrés à la formation sidérurgique. Etant donné la complexité des techniques à transférer, l'affectation de 8 % à 10 % du coût total d'un projet aux activités de formation et à la prise en charge du personnel étranger était jugée acceptable.

71. On avait procédé à une enquête sur les possibilités d'utiliser l'excédent de main-d'oeuvre qualifiée de certains pays développés à économie de marché pour des tâches d'assistance technique dans les pays en développement. Il ressortait de cette enquête qu'on ne pouvait aboutir à des résultats positifs qu'en adoptant une approche coordonnée et en assurant des supports matériels solidement structurés.

72. Plusieurs propositions ont été présentées pour examen; elles tendaient par exemple à :

- a) Créer dans les pays en développement des conditions satisfaisantes pour l'emploi de la main-d'oeuvre qualifiée excédentaire de certains pays développés à économie de marché;
- b) Evaluer la capacité des pays industrialisés d'accueillir des stagiaires de pays en développement;
- c) Promouvoir la coopération entre pays en développement pour la formation de main-d'oeuvre pour l'industrie sidérurgique, grâce notamment à des échanges d'informations et des activités d'assistance technique;
- d) Evaluer les méthodes de formation et élaborer des programmes de formation appropriés;
- e) Réserver à la formation un traitement privilégié dans le financement des projets.

73. Un représentant du Secrétariat a alors présenté la question No 2 intitulée "Le financement des projets sidérurgiques des pays en développement" (ID/WG.374/3). Il a indiqué que, dans les négociations relatives au financement des projets sidérurgiques, il fallait tenir compte des éléments suivants : a) intérêts et objectifs des parties intéressées (fournisseurs, acheteurs et bailleurs de fonds); b) types de projets (grosses installations, usines de réduction directe, mini-aciéries); et c) apports négociables (matières premières, biens d'équipement, assistance technique, infrastructure et ressources financières). Pour les bailleurs de fonds, la considération essentielle est la rentabilité, qui est fonction de la viabilité du projet et des facteurs de risque. En accordant

l'importance qu'elles méritent à la formation et à l'infrastructure, on peut améliorer cette viabilité et réduire les risques. Par contre, la dépression de l'économie mondiale, associée à la crise du service de la dette extérieure, limite cette viabilité et augmente les risques. C'est pourquoi il faut s'efforcer davantage de trouver des formes de financement créateur nouvelles et diversifiées pour tenir compte de ces conditions défavorables. Vu la situation économique mondiale actuelle, les projets sidérurgiques qui exigent moins de capitaux et, partant, allègent les charges financières et l'infrastructure connexe nécessaire et qui peuvent être adaptés à l'évolution de la demande de produits et de la consommation de matières premières et d'énergie, présentent un attrait particulier.

74. Présentant la question No 3 - "Nouveaux venus dans l'industrie sidérurgique" (ID/WG.374/4) - un représentant du Secrétariat a fait observer que les pays nouveaux venus étaient pleinement fondés à développer leur industrie sidérurgique de manière à pouvoir activer leurs programmes de développement industriel et économique et, ce faisant, réduire le large fossé qui les sépare du monde développé ainsi que d'autres pays en développement. On a fait valoir que les capacités en jeu n'étaient que de 4 à 5 millions de tonnes, soit une fraction infime de la production mondiale d'acier. Cela n'aurait par conséquent pas d'incidence sur le commerce mondial de l'acier. Les autres questions traitées concernaient les choix technologiques offerts aux nouveaux venus, l'intérêt qu'ils ont à adopter la filière des mini-acières comportant la mise en place progressive et par étapes des installations et, enfin, les divers obstacles qu'ils doivent surmonter pour implanter leurs industries.

75. On a en outre exposé qu'un nouveau type d'arrangements industriels et financiers pourrait faciliter la solution des problèmes liés à la formation, au financement, au développement de l'infrastructure et à la fourniture de conseils aux nouveaux venus dans le cadre d'une coopération internationale accrue. De tels arrangements pourraient remédier au manque, chez le nouveau venu, des connaissances et de l'expérience dont il a besoin pour créer une industrie sidérurgique.

Débat sur les conclusions et recommandations

76. Lors de l'adoption des conclusions et recommandations des deux groupes de travail, les participants des pays en développement ont déclaré que celles-ci ne prévoyaient pas de mesures effectives et importantes, conformes au mandat de l'ONUDI qui est d'accélérer l'industrialisation des pays en développement, et ne comportaient aucun engagement actif de la part des pays développés, comme il est demandé aux paragraphes 4 et 5 de la première partie du "Système de consultations". En outre, ils ont souligné que lesdites conclusions et recommandations ne reprenaient pas les conclusions du Groupe d'experts concernant les avantages qu'offrirait la coopération et l'application des scénarios tant pour les pays développés que pour les pays en développement.

77. Néanmoins, les représentants des pays en développement ont déclaré qu'ils avaient accepté lesdites recommandations et conclusions pour plusieurs raisons. Premièrement, ils estimaient qu'elles définissaient les conditions possibles de la coopération Sud-Sud, qui ne manquerait pas de s'intensifier au fur et à mesure des progrès réalisés par certains de leurs pays, progrès qu'ils étaient disposés à diffuser. Deuxièmement, ces participants estimaient que les mesures suggérées au Secrétariat de l'ONUDI permettraient de mobiliser le potentiel des pays développés et des pays en développement en vue de la réalisation des objectifs de l'Organisation. Troisièmement, les participants considéraient que les conclusions et recommandations exprimaient indirectement les obligations morales des gouvernements des pays développés pour ce qui est d'atteindre ces objectifs.

78. Enfin, tout en faisant valoir que les résultats obtenus par la Consultation étaient insuffisants, les pays en développement ont déclaré qu'ils tenaient à poursuivre le dialogue rendu possible par le Système de consultations.

79. Un participant, exprimant un avis qui, selon lui, était partagé par un certain nombre d'autres participants, s'est déclaré quelque peu déçu de ce que la tournure prise par la troisième Consultation ait empêché que ne s'instaure un franc et large débat sur des questions concrètes et que l'esprit de coopération nécessaire à ce genre de consultations en ait pâti. Néanmoins, ce participant a noté avec satisfaction qu'il avait été possible de parvenir à des conclusions et des recommandations adoptées d'un commun accord et il a exprimé l'espoir qu'à l'avenir, on réussirait à tirer pleinement parti de toutes les possibilités offertes par le Système de consultations.

80. Certains participants ont exprimé l'avis qu l'ONUDI devrait suivre de près l'application des recommandations de la troisième Consultation et faire rapport annuellement aux participants sur les progrès accomplis jusqu'à la convocation de la prochaine consultation. L'ONUDI pourrait faire appel à cet égard à l'aide des groupes de travail.

III. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

Question No 1 : Formation des ressources humaines pour l'industrie sidérurgique

81. La discussion au sein du Groupe de travail a suivi la présentation, en séance plénière, par un représentant du Secrétariat, du document consacré à la question No 1 intitulée "Formation des ressources humaines pour l'industrie sidérurgique" (ID/WG.374/1).

82. On a d'une manière générale approuvé l'analyse présentée dans le document soumis par le Secrétariat et l'on est convenu que la formation était un élément important de la création et de l'exploitation des industries sidérurgiques. Des participants ont estimé que l'investissement dans la formation était un des plus fructueux qui soient; bien qu'il alourdisse les coûts à court terme, cet investissement était, à long terme, des plus rentables. Deux participants, soulignant l'intérêt des activités de formation, ont déclaré que leurs gouvernements avaient pris des dispositions financières spéciales pour appuyer ces activités.

83. On s'est généralement accordé à penser que la proposition de recourir à des spécialistes, techniciens et travailleurs qualifiés des pays industrialisés pour assurer la formation et l'assistance technique nécessaires aux projets sidérurgiques dans les pays en développement présentait un grand intérêt. Plusieurs participants ont souligné qu'une telle formule contribuerait à remédier à la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et à l'inefficacité de l'assistance technique actuelle à la sidérurgie, notamment pour les nouveaux venus. Ils ont souligné également qu'il fallait mettre sur pied un mécanisme de coordination qui assurerait la liaison entre les pays en développement d'une part et les entreprises et syndicats des pays industrialisés de l'autre, afin de promouvoir et faciliter systématiquement l'échange de stagiaires et de leur fournir l'appui matériel et logistique voulu. On a d'autre part indiqué qu'il fallait des compétences particulières pour assurer la formation technique dans les pays en développement et que l'on devait tenir pleinement compte des problèmes sociaux, psychologiques et personnels, ainsi que des problèmes de communication des techniciens expatriés. Ces facteurs pourraient exiger que l'on adopte une approche sélective et rigoureuse et que l'on conçoive avec soin le mécanisme de coordination.

84. On s'est penché sur les méthodes de formation appliquées dans la sidérurgie; de nombreux participants ont fait part de l'expérience de leur pays dans ce domaine et souligné la nécessité d'évaluer l'efficacité de ces différentes méthodes. On a accordé une importance particulière à la formation dans l'entreprise, la formation de formateurs et l'élaboration de programmes de formation détaillés adaptés aux particularités concrètes des projets. A cet égard, on a attaché une grande importance à la formation à l'entretien. La formation était un processus continu et devait être assurée à divers niveaux : personnel employé à la construction, personnel d'exécution, cadres de gestion, etc. Plusieurs participants ont souligné qu'il fallait élaborer les plans d'emploi voulus à l'échelon national et dans les entreprises; au surplus, on a déclaré que, au niveau des projets, la formation devrait être planifiée bien à l'avance. On a souligné que les fournisseurs d'équipements étaient tenus d'assurer la formation à l'utilisation et à l'entretien de leurs équipements.

85. Un participant a attiré l'attention sur la nécessité de fournir une formation dans le domaine de la protection de l'environnement et a signalé que des fonds étaient disponibles à cet effet. Un autre a souligné que la formation pouvait beaucoup pour sensibiliser les intéressés aux risques professionnels ainsi qu'aux normes sanitaires et de sécurité. On a insisté pour que la formation soit envisagée dans le contexte plus vaste de l'éducation et du développement social des pays. Elle devrait être considérée comme un moyen de favoriser la promotion professionnelle des travailleurs et leur créativité.

86. On a reconnu l'intérêt de la coopération technique entre pays en développement, eu égard en particulier à leurs caractéristiques communes; plusieurs participants de pays en développement ont décrit les moyens de formation de leur pays et un participant a offert une assistance concrète aux autres pays en développement.

87. Un participant a contesté le bien-fondé de certaines affirmations faites par le Secrétariat dans le document à l'étude; il a critiqué en particulier les références chiffrées concernant les emplois perdus dans de nombreux pays développés du fait de la récession, de la restructuration et de la concurrence internationale dans l'industrie sidérurgique. Il a aussi objecté au passage faisant état des réticences de certains pays développés concernant les exportations de techniques vers des pays ayant une main-d'oeuvre bon marché.

Questions No 2 : Le financement des projets sidérurgiques
des pays en développement

88. D'une manière générale, le Groupe de travail a accueilli avec satisfaction l'analyse présentée dans le document sur la question No 2 (ID/WG.374/3 et Add.1). On a reconnu dans l'ensemble que l'absence de moyens financiers pouvait constituer un obstacle de taille à la construction de nouvelles installations sidérurgiques.

89. De l'avis de nombreux participants, la pratique consistant à inclure les infrastructures sociales et matérielles dans le coût des projets sidérurgiques soulevait des difficultés importantes; cette pratique n'était pas suivie dans le cas d'autres types de projets auxquels l'industrie sidérurgique doit disputer un financement extérieur. En incluant dans le coût des projets sidérurgiques les dépenses d'infrastructure, on en réduisait la rentabilité selon les critères généralement appliqués par les banques et autres institutions financières. Aussi des participants de pays en développement ont-ils insisté pour que soient arrêtés des critères différents pour l'évaluation des demandes de financement des projets sidérurgiques. Certains participants ont fait valoir qu'en n'incluant pas les infrastructures sociales et matérielles dans le coût des projets sidérurgiques, on aurait de meilleures chances d'assurer le financement commercial des projets.

90. Des participants ont insisté pour que l'on envisage de nouvelles méthodes pour combiner le financement des projets sidérurgiques avec celui des infrastructures sociales et matérielles nécessaires. On a estimé qu'il y aurait lieu pour ces dépenses de mettre au point des programmes spécifiques qui pourraient bénéficier de la part des institutions bilatérales ou multilatérales de financement du développement de crédits à plus long terme et à des conditions plus libérales. Quelques participants ont estimé que l'ONUDI devrait étudier ces possibilités. Un participant a estimé que l'ONUDI devrait organiser des discussions sur des arrangements industriels dans ce domaine. Selon un participant, on pourrait retenir une définition relativement large pour la notion de rendement de l'investissement aux fins de l'évaluation des projets sidérurgiques, mais il faudrait se garder d'isoler le financement des projets dans ce secteur de celui d'autres projets susceptibles d'assurer un emploi plus productif de ressources limitées.

91. Un participant a aussi appelé l'attention sur la nécessité d'assurer aux pays en développement des possibilités adéquates d'exporter de l'acier vers les pays industrialisés et les autres pays en développement sans barrières commerciales ni concurrence déloyale de la part des pays industrialisés.

92. Un autre participant a souligné que toutes les parties intéressées devraient respecter les règles, acceptées d'un commun accord, du commerce international.

IV. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

Question No 3 : Nouveaux venus dans l'industrie sidérurgique

93. Le Groupe de travail 2 s'est fondé, dans ses délibérations, sur l'exposé introductif fait par le Secrétariat en séance plénière et sur le document No 3 (ID/WG.374/4). Les participants ont pris note avec satisfaction de la teneur de ce document et se sont penchés en particulier sur les problèmes que connaissent les "Nouveaux venus" et sur la manière dont on pourrait aider ces derniers à les résoudre.

94. Le Groupe de travail a noté que les pays nouveaux venus projetaient de développer leur industrie sidérurgique, mais il a estimé que plusieurs problèmes devaient être résolus. Certains participants ont fait observer que les insuffisances de l'infrastructure étaient un des principaux obstacles à la création d'une industrie sidérurgique chez les nouveaux venus et ont plaidé en faveur d'un financement spécial pour le développement de l'infrastructure. Certains participants ont souligné que l'inexpérience des nouveaux venus était aussi un handicap majeur que l'on ne pourrait surmonter qu'en renforçant l'assistance technique. A cet égard, les participants ont été unanimes à considérer qu'il fallait mieux conseiller les nouveaux venus et leur offrir une meilleure assistance technique.

95. Un participant a appelé l'attention des pays nouveaux venus sur le rôle important que le secteur public et la planification à long terme peuvent jouer dans la mobilisation des ressources nationales nécessaires pour créer une industrie sidérurgique. Un autre participant a noté que les nouveaux venus devraient accorder davantage d'importance aux activités de recherche-développement, notamment pour ce qui est des techniques de fonte de l'éponge de fer et des normes internationales applicables à de tels produits.

96. Certains participants ont fait part de la grande expérience de leur pays dans le domaine des mini-aciéries et se sont déclarés prêts à mettre cette expérience au service des nouveaux venus.

97. S'agissant de la formation industrielle, un participant a estimé qu'il était essentiel de mettre davantage l'accent sur la formation pratique et ne pas se limiter à la formation théorique. Il a mentionné à ce propos les difficultés que rencontrent parfois les ressortissants de pays en développement qui reçoivent une formation dans les pays développés, et qui tiennent notamment

aux pratiques syndicales en vigueur dans ces pays. Un participant, parlant des bourses d'études techniques offertes par un pays développé, a estimé qu'il serait des plus utile aux nouveaux venus que de telles bourses soient octroyées par d'autres pays et par l'intermédiaire de l'ONUDI.

98. Un participant a déclaré qu'un nouveau venu devait en premier lieu se demander si son marché était suffisant pour une industrie sidérurgique. Il a noté que si l'étude du marché justifiait la création d'une usine, ce pays pourrait alors s'attacher, avec l'aide et les conseils d'experts étrangers, à planifier et réaliser les projets retenus.

99. Certains participants ont suggéré que l'ONUDI, pour donner suite à la Consultation, organise une réunion à l'intention des nouveaux venus afin d'étudier les possibilités d'obtenir en leur faveur une aide accrue des pays développés et des pays en développement.

100. Un représentant du Programme des Nations Unies pour l'environnement a précisé qu'il importait de ne pas perdre de vue les questions d'environnement lorsque l'on envisage de créer une industrie sidérurgique et lorsque l'on s'occupe de gérer les ressources naturelles. Il a également rappelé les mécanismes institutionnels dont on dispose pour conseiller les pays quant à leurs programmes de protection de l'environnement. Il a souligné que les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale mettaient un accent particulier sur les projets prévoyant des mesures de protection de l'environnement.

101. Un participant a présenté, au nom des pays en développement, un document contenant certains projets de recommandations à examiner par le Groupe de travail. Expliquant ces projets de recommandations, il a noté que certaines d'entre elles portaient sur la coopération Sud-Sud telle qu'elle avait été convenue, d'autres sur les possibilités de coopération Nord-Sud. Le document comportait également une liste des activités que l'ONUDI serait priée d'entreprendre.

102. De nombreux participants ont approuvé la proposition des pays en développement et souligné que les activités envisagées pour l'ONUDI étaient prévues dans son mandat et qu'il était seulement proposé de renforcer sa capacité à aider les nouveaux venus.

103. Certains participants ont noté que le document présenté par les pays en développement n'était pas rédigé clairement et posait des problèmes de compréhension. Certains autres participants ont estimé qu'il était fort clair.

104. Certains participants ont observé que les activités envisagées pour l'ONUDI semblaient sortir du cadre de son mandat et que les sociétés privées des pays développés à économie de marché étaient tout à fait capables de donner des conseils spécialisés aux nouveaux venus, dans le cadre d'échanges bilatéraux.

105. A la suite de quelques échanges de vues, il a été décidé de renvoyer le document à un groupe de rédaction à composition non limitée qui a été prié de remanier les propositions présentées.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

Algérie

Rezki Hocine, Directeur général, Société nationale de sidérurgie (SNS),
Le Paradou - Hydra, Alger

Mahieddine Saïdi, Assistant au Directeur général, Société nationale de
sidérurgie (SNS), Le Paradou - Hydra, Alger

Allemagne, République fédérale d'

Ruprecht Vondran, Executive Director, German Iron and Steel Federation,
Breite Strasse 69, D-4000 Düsseldorf 1

Herbert Beister, Managing Director, Eisenbau Essen GmbH,
Hohenzollamstrasse 24, D-4300 Essen 1

Shibendra P. Neogi, Managing Director, Dastur Engineering International
GmbH, Immermann Strasse 13, D-4000 Düsseldorf

Walter Schmidt, General Union's Manager, IG Metall, Wilhelm-Leuschner
Strasse 79-87, D-6000 Frankfurt-am-Main

Hans Karl von Unger, Managing Director, Krupp Stahltechnik, GmbH,
Friedrich Ebert Strasse 134, D-4100 Duisburg 14

Robert Wandel, Minister-Counsellor, Ministry of Economics, D-5300 Bonn 1

Angola

Antonio Manuel Barata, Director, Siderurgia Angolana, Siderurgia Nacional,
C.P.3460, Luanda

Arabie saoudite

Adel Al-Malaihi, Economist, Metal Departement, Saudi Basic Industries
Corporation, P.O. Box 5101, Riyad

Argentine

Isaac José Falcon, Subdirector de Desarrollo de la Dirección General de
Fabricaciones Militares, Cabildo 65, Buenos Aires

Emilio Mario José Llorens, Secretario Regional en Argentina de IIAFA,
Reconquista 165, 3^op. 317, 1369 Buenos Aires

José Francisco Lopez, Subdirector-General, Instituto Argentino de
Siderurgie (IAS), 1104 Buenos Aires

Australie

R.J. McInnes, First Secretary, Australian Embassy, Caracas

Autriche

Fritz Kürbich, Vice-President, Industrieanlagenbau Division,
Voest-Alpine AG/E-V, P.O. Box 2, A-4010 Linz

Erich Jancik, Section Manager, Iron/Steel, Bundeswirtschaftskammer,
Goetherstrasse 3, 1010 Vienne

Bahraïn

Omar Grine, General Manager, Arab Iron and Steel Co., P.O. Box 26912,
Manama

Belgique

F. Vermuyten, Conseiller-Chef de Service de la Métallurgie, Ministère
des Affaires Economiques de Belgique, Square de Meeus 23, B-1040,
Bruxelles

G. De Grelle, Chargé de mission, S.A. Cockerill-Sambre et S.A. Secar,
Société d'études Carolorégienne

Ph. Fontaine, Chargé de mission, S.A. Cokerill-Sambre, 21 quai Louva,
4051 Ougree

Bolivie

A. Alvistur Salgado, Secretario Diplomático, Embassy of Bolivia,
Av. Luis Roche C. 6ta Transversal, Altamira, Caracas

Brésil

Aluisio Marins, Executive Secretary, Council for Iron and Steel Industry
and Non-Ferrous Metals Industry (CONSIDER), Ministry of Industry Trade

Regis Percy Arslanian, Secretary of the Brazilian Embassy in Caracas,
S. Juan Bosco con 80 Transversal, Altamira

Antonio Wilson Cantal, CONSIDER. Esplanada dos Ministerios,
bloco 6 - 5º Andar, Brasília

Carlos Alfredo Compelo Cruz, SIDERBRAS

Eduardo Germano Dale, IBRAM, Av. Afonso Pena 3880, 4ºAndar, Belo Horizonte

Luiz Fernando Sarcinelli Garcia, SAGE Consultoria Técnica, Rua Mexico
31, Ccnj. 304-Centro, Rio de Janeiro

Fred Woods de Lacerda, Secretary-General, Instituto Brasileiro de
Siderurgia, Rua Araujo Porto Alegre 36-70, Rio de Janeiro

José de Gusmao Campelo Lima, Brazilian Association for the Development of Basic Industries (ABIDIB)

Claudio Marçal Mendes, Adviser, Instituto Brasileiro de Mineração, Av. Afonso Pena 3880, Belo Horizonte

José Mendo Mizael Souza, Executive Secretary, Instituto Brasileiro de Mineração, Av. Afonso Pena 3880, 4ºAndar, 30.000 Belo Horizonte

B. Szpigel, Adviser, Av. Afonso Pena 3880, 4ºAndar, Belo Horizonte

Antonio Robert Zappia, National Bank of Social and Economic Development (BNDES), Av. Chile 100, Rio de Janeiro

Canada

Winston Chambers, Senior Mineral Economist, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa

Danemark

Christian Faber-Rod, Head of Section, Ministry of Foreign Affairs, Asiatisk Plads 2, 1448, Copenhagen

Egypte

Ali Helmi El-Sayed, Director, Rolling Mills, Egyptian Iron Steel Co., 54, Abdel Khalek Sarwat Street, Le Caire

Espagne

Emilio Lopez Torres, Subdirector-General of Basic Industries, Ministry of Industry, Castellana 160, Madrid 16

Rafael Cereceda, Secretary General of UNESID, Castello 128, Madrid 7

Etats-Unis d'Amérique

Roderick Campbell Mackler, UNIDO desk officer, Department of State, Washington, D.C. 20520

Harry F. Bentz Jr., Senior Consultant, U.S. Steel Engineers and Consultants (UEC), 600 Grant Street, Pittsburg, Pa. 15230

John J. Sheehan, Assistant to President, United Steelworkers of America, 815, 16th Street N.W., Washington, D.C. 20006

John B. Trescot, Engineer, MIDREX - KORF Technologies, Inc., One NCNB Plaza, Charlotte, N.C. 28210

Martin S. Vogt, Director (Training), MIDREX - KORF Technologies, Inc., One NCNB Plaza, Charlotte, N.C. 28210.

Ethiopie

Solomon Gebreab, Operations Manager, National Metal Works Corporation,
Addis-Abeba

Finlande

Carl Alexander Järnefelt, Commercial Secretary, Embassy of Finland,
Centro Plaza, Torre C, piso 18, Los Palos Grandes, Caracas

Mauri Kavonius, Head of the Research Department, Finnish Metalworker's
Union, Siltasaarekatu 3-5A, 00530 Helsinki 53

Erkki Ilmari Tiainen, Director, Association of Finnish Steel and Metal
Producers, Helsinki

France

Jean-Pierre Maurice, Administrateur Civil du Ministère de l'Industrie,
Direction des industries mécaniques, métallurgiques et électriques,
23, Av. Franklin Roosevelt, Paris

Hervé Bolot, Direction des Nations Unies et des Organisations inter-
nationales, Ministère des Relations extérieures

Jacques Emile Astier, Président de COFRANSID, 5 bis rue de Madrid,
75008 Paris

Claude Yves Belleville, Responsable Assistance Technique, SOLMER
(Société Lorraine et Méridionale de laminage continu) 13270 Fos-sur-Mer

Léonard Faure, Banque Paribas, Edificio Cavendes, Piso 4 - Oficina 402,
Av. Francisco de Miranda, Los Palos Grandes, Caracas 106, Venezuela

Jean-Louis Ficat, Directeur délégué à la Direction générale, CLECIM,
107, boulevard Mission Marchand 92400 Courbevoie

Gérard Timarche, Fédération générale de la métallurgie, CFDT, 5 rue Mayran,
75009 Paris

Hongrie

Maria Kaposi, Economist, Chief of Section, Metalimpex, Majus 1,
Utja 17, H-1146 Budapest

Inde

Ishwar Chandra Kumar, Joint Secretary, Department of Steel, Government
of India, New Delhi

M.N. Dastur, Chairman and Managing Director, M.N. Dastur and Company,
Faraday House, P-17 Mission Row Extension, Calcutta-700013

Prakash Chandra Laha, Chairman, Metallurgical Engineering Consultants
(India) Limited, MECON, Ranchi 834002

Gokulananda Mukherji, Vice-Chairman, Steel Authority of India, New Delhi

Sohan L. Passey, Organising Secretary, Indian National Metalworkers
Federation, 392, Sector 21-B, Faridabad 12100

Iran

Sayed Hossein Moussaviani, Minister of Mines and Metals, Ministry of Mines
and Metals, Téhéran

Masoud Mesami, Commercial Attaché, Embassy of Iran, Caracas

Safa Abaian, responsible for Manpower Organization of Esfahan Steel,
Ministry of Mines and Metals, Téhéran

Ahmed Agderi, in charge of Manpower, NISCO, Ministry of Mines and Metals,
Téhéran

Mohamed Rahim Amiri, in charge of Reduction Plant No 1, Ahwaz,
Mines and Metals

Sayed Jamal Emami, Director of Ahwaz Steel Complex, Ahwaz

Abbass Hemmassian Ettefagh, Elect and Instrument Engineer, Esfahan Project,
Ministry of Mines and Metals, Téhéran

Abdollah Ezazi Erdi, in charge of HYL Plant, Ahwaz, National Iranian Steel
Company (NISCO), Ahwaz

Farhad Farmani, in charge of Direct Reduction, Esfahan, NISIC, P.O. Box 966,
Ahwaz

Rahmattollh Kaviani, Technician-Mekanik, Ministry of Mines and Metals,
Téhéran

Sayed Abdolamir Hosseini, in charge of Pellet Plant, Ahwaz, NISIC,
P.O. Box 966, Ahwaz

Abdolamir Zayeri, in charge of Instrumentation, Pellet Plant, Ahwaz,
NISIC, P.O. Box 966, Ahwaz

Iraq

Fraid Yousif, Technical Director, Iron and Steel Complex,
Khoral-Zabair, Basrah

Italie

Gina C. Poddighe, ITALIMPIANTI, Piazza Piccapietro 9, 16121 Gènes

Emmanuele Saracino, Foreign Policy Department, FINSIDER,
via Castro Pretorio 122, 00185 Rome

Japon

Kiyoshi Kagimoto, Director, Division of Iron and Steel Production, Basic Industries Bureau, Ministry of International Trade and Industry, 1-3, Kasumigaeseki, Chiyoda-ku, Tokyo

Takeshi Katsuhara, Deputy General Manager, Corporate and Economic Research Department, Nippon Steel Corporation, 6-3, Otemachi 2-chome, Chiyoda-ku, Tokyo

Akio Shimizu, General Manager, Kawasaki Steel Corporation, Torre-A, Los Paros Grandes, Caracas

Takagi Toshiyuki, Manager, Planning and Business Research Department, Kawasaki Steel Corporation, Hibiya Kokusai Building, 2-3, Uchisaiwai-Cho 2-Chome, Chiyoda-ku, Tokyo

Malaisie

Tan Sri Jamil Jan, Executive Chairman, Heavy Industries Corporation of Malaysia (HICOM), Wisma Yeng Chong, Jalan Punchak, Kuala Lumpur

Eng Seng Chua, Director, Engineering Industries Division, Malaysian Industrial Development Authority (MIDA), Wisma Damansara, Jalan Semantan, P.O. Box 808, Kuala Lumpur

Matthew T.S. Phung, Manager, Heavy Industries Corporation of Malaysia (HICOM), 7th floor, Wisma Yeng Chong, Jalan Punchak, Kuala Lumpur

Mexique

D. C. Lajud, Consejero Comercial de México en Venezuela, Embassy of Mexico, Caracas

Nigéria

Frank I. Oduah, Permanent Secretary, Steel Development Department, Executive Office of the President, P.M. Box 12805, Lagos

Adegboye Adetola, Principal Secretary, Steel Development Department, P.M. Box 12805, Lagos

John Adebayo Adewumi, Acting Director, National Steel Council, Exploration and Mining Division, P.M. Box 2140, Kaduna

Charles Awami, Consejero, Embassy of Nigeria, Caracas

Adeyemi Dipeolu, Second Secretary, Embassy of Nigeria, Caracas

Oyenuga Eribake, Assistant General Manager, Nigeria/Delta Steel Co. Ltd, P.M. Box 1220, Warri

Fidelis Rex C. Ezemenari, Nigeria/Ajaokuta Steel Company Limited, Ajaokuta Steel Plant Site, Kwara State

Pays-Bas

G. Heikens, Second Secretary, Royal Netherlands Embassy in Caracas,
Centro Banaven, Piso 2, Torre B Chuaa

Michiel Ottolander, Ministry of Economic Affairs, Postbus 20101,
La Haye

Paraguay

Roberto Pedro Knopfmacher, Presidente Acero del Paraguay S.A.,
(ACEPAR) Azara 197, piso 8º, Asunción

Paulo Cordeiro, Director, Acero del Paraguay S.A. (ACEPAR), Azara 197,
piso 8º, Asunción

République de Corée

Byung-Hwa Jin, Deputy Director, Ministry of Finance, Sejong-Ro,
Jongro-Ku, Séoul

Tae Hee Kim, Senior Economist, Research Department, The Export-Import
Bank of Korea, Séoul

Yong Taik Kim, General Manager, Pohang Iron and Steel Company Limited
Medellin 43-802, Col. Roma, Mexico 7

République démocratique allemande

Hans Eberling, Head of Department, Ministry for Ore Mining, Metallurgy
and Potash, 1026 Berlin

Günther Buhlke, Commercial Counsellor, Embassy of the German Democratic
Republic in Caracas, Venezuela

Franz Müller, Head of Department, Ministry for Ore Mining, Metallurgy
and Potash, 1026 Berlin

République dominicaine

Homero Hernández Almánzar, Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary in Venezuela

Gustav Wiese, Minister Counsellor at the Embassy in Venezuela

République-Unie de Tanzanie

A. Kanyilili, Director, Metals Engineering, Ministry of Industries,
P.O. Box 9503, Dar-es-Salaam

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Roger Williams James, First Secretary (Commercial), British Embassy in Caracas

Gordon Alastair Johnston, Project Manager, Corporate Planning, British Steel Corporation (Overseas Services) Limited, 15, Cherry Orchard Road, Croydon, CRO 6BU

Sénégal

Cheikh Faye, Ingénieur, Direction des mines et de la géologie, Ministère du développement industriel et de l'artisanat du Sénégal, B.P. 1238, Dakar

Suède

Lars Starell, Head of Section, Ministry of Industry, 1033 Stockholm

Hans H. von Delwig, Director of Economic Affairs, Jernkontoret, Box 1721, S-11187 Stockholm

Lennart Tore Edsparr, Senior Consultant, Scandinavian Engineering Corporation, Box 5511, 11485 Stockholm

Olli Hautala, Swedish Metalworkers Union, Tunnelgatan 11, S-10552 Stockholm

Bertil Särhagen, Ombudsman, Swedish Union of Clerical and Technical Employees in Industry (SIF), Box 5104, Linnégatan 18, S-102 43 Stockholm

Anders Tollstén, President, AIB, Box 5511, Stockholm

Thaïlande

Trakarn Chairat, Director, Office of Basic Industry Development, Ministry of Industry, Bangkok

Togo

Esse Honmapo Amedon, Administrateur civil, Ministère de l'industrie, B.P. 2748, Lomé

Yano Atsouri Sikpa, Maître en Gestion, Directeur Général Aciérie du Togo, Société Nationale de Sidérurgie (SNS), B.P. 9132, Lomé-Port

Trinité-et-Tobago

Cheryl Florence Greaves, Public Sector Accountant II, Ministry of State Enterprises, Salvatori Building, Port-of-Spain

William Wilberforce Daniel, Public Sector Accountant II, Ministry of State Enterprises

Pierre Gosselin, Executive Vice-President, Operations, Iron and Steel Company of Trinidad and Tobago, 86, Maraval Road, Port-of-Spain

Rita Portilli, Assistant Manager, Training and Development, ISCOTT, Point Lisas, Couva, Trinidad

Turquie

Cahit Özcan, Counsellor of the Embassy in Caracas, Apto 62078, Chacao

Union des Républiques socialistes soviétiques

Lev Kovalenko, Chief Specialist, State Committee of the USSR Council of Ministers for Science and Technology, Gorki Street 11, Moscou

N. Perlov, Ministry of Iron and Steel Industry, Nogin Square 2, Moscou

Venezuela

Andrés Sucre E., President, Corporación Venezolana de Guyana (CVG)

Guillermo Briceño, President, CVG Siderúrgica del Orinoco C.A. (SIDOR)

Adolfo Taylhardat, Ambassador of Venezuela in Austria

Freddy Christians, Foreign Policies Director ICE (Foreign Trade Institute)

F. Gerardo Arellano, Coordinator of Foreign Affairs, ICE

Yamile Daantje, Coordinator of Foreign Affairs, ICE

Gustavo E. Valdez, Director, Ministry of Mines and Energy

Rafaela Brandi, Assistant Director to the General Director, CORDIPLAN (Central Office of Coordination and Planning, Presidency of the Republic)

José Manuel Villegas, Vice-President Personnel, SIDOR

Fernando Chumaceiro, President, CORPOZULIA (Development Corporation of the Zulia Region)

Nelson Romero, Iron and Steel Program Manager, CORPOZULIA

Maurice Valeri, President, CVG Ferrominera Orinoco

S. Luis Avila, Finance Sub-Manager, CORPOZULIA

Heberto L. Morán, Sales Sub-Manager, CORPOZULIA

Jóvito Martínez, Corporate Planning Manager, SIDOR

Luis José Hernández, Consultant, CORPOZULIA

Henrique Machado Zuloaga, President, SIVENSA

Miguel Angel Molina, President, FIOR de VENEZUELA

Argenis Gamboa, Director CONDIBIECA (Capital Goods National Council)

Dezider Weisz, President, CONDUVEN

Esteban Godayol, President, Talleres Hispania

José González, Director, CTV (Venezuelan Workers Federation)

Edgar Marshall, President, Marshall and Associates

Marcial Merino, General Sectorial Director of Mines and Geology,
Ministry of Mines and Energy

Jesus Vidal, Director of Metallurgy AIM (Association of Metallurgical
Industries)

José Molleras, President, FETRAMETAL (Metal Workers Federation)

Joaquin Silva Díaz, Consultant, Ministry of Mines and Energy

Jesus González, Workers Representative, SIDOR

Ramón González, Director, FETRAMETAL

Ramiro Abreu, President, AIM

Pedro Acosta, Manager, Public Relations, CVG Ferrominera Orinoco

Vicente Furiati, Vice-President, SIDETUR

Froed Said-Sivira, Executive Vice-President, SIDOR

Angel Barreto, Operations Vice-President, SIDOR

Epifanio Cuevas, Geoscientists Association for International Development,
Ministry of Mines and Energy

Ivan J. Fernandez, Director Sectorial Office of Planning, Ministry of
Development

Gustavo A. Campos-Rademacher, Head, Strategic Studies Division, SIDOR

Carlos A. González, Press and Public Relations Manager, SIDOR

Pedro Martínez, Director of Projects, Marshall and Associates

Carlos Carnevali, Consultant, CONDUVEN

Freddy A. Jahn, Relaciones Publicas, SIDOR

Yémen démocratique

Ahmed Ali Salem, Engineer, Ministry of Industry, P.O. Box 300, Aden

Zimbabwe

E.D. Mabhena, Under-Secretary (Heavy Industries), Ministry of Industry and Energy Development, P.O. Box 8434, Causeway, Harare

Colin Alfred Waters, Assistant General Manager (Metallurgy), Zimbabwe Iron and Steel Company Limited, P. Bag 2, Redcliffe

Organismes des Nations Unies

Programmes des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Paul Berthoud, Représentant résident à Caracas (Venezuela)

J. Euguren-Corso, Administrateur auxiliaire, Bureau du PNUD, Caracas (Venezuela)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

John A. Haines, Senior Programme Officer, Industry and Environment Office, 17, rue Marguerite, 75017 Paris (France)

Organisations intergouvernementales

Pacte andin Junta del Acuerdo de Cartagena

Roberto Heredia, Funcionario Internacional, Junta del Acuerdo de Cartagena, Aramburu F Paseo de la Republica, San Isidro, Lima (Pérou)

Organisation arabe des ressources minières

H.E. Ahmed Alaoui M'Hamdi, Secrétaire général, 22, Charia Omar Ibn, Khattab Agdal, Rabat (Maroc)

Mohamed Benuani, Head of Technical and Development Division, 22, Charia Omar Ibn, Khattab Agdal, Rabat (Maroc)

Communauté économique européenne (CEE)

Jean-Christian Remond, Administrateur, Direction générale des relations extérieures, 200, rue de la loi, 1049 Bruxelles (Belgique)

Richard Wyatt, Administrateur, Directorate general for external relations, 200, rue de la loi, 1049 Bruxelles, Belgique

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

H.D. Hill, Head of the Secretariat Group on Steel, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16, France

Système économique latino-américain (SELA)

Victor Hugo Calahorrano, Jefe Proyectos Cooperacion Regional, Alegre, Av. F. de Hiranda y Av. los Cortijos, Apartado Postal 17035, Caracas 101 (Venezuela)

Organisations non gouvernementales

Union arabe du fer et de l'acier (UAFA)

Slimane Bentebal, Président du Conseil d'Administration, Cheragas,
Alger (Algérie)

Mouhammad Ayed Amir, Director, Regional Office, Damas,
(République arabe syrienne)

Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

Karl Casserini, Assistant General Secretary, International
Metalworkers' Federation 54 bis, route des Acacias, Case Postale 325,
1227 Genève (Suisse)

Li-Wen Chou, President, Labour Union, China Steel Corporation,
P.O. Box 47-29, Hsiao Kang, Kaohsiung, Taiwan

Yun-Nan Lin, Chung Hsin Iron and Steel Plant, Tang Eng Iron Works
Co.Ltd., No 109 San to 4th Road, Kaohsiung, Taiwan

Instituto Latinoamericano del Fierro y el Acero (ILAFA)

Anibal Gomez, Secretario General, ILAFA, Casilla 16065, Santiago
(Chili)

Alfredo Astaburuaga, Jefe Unidad Economía, Secretaría General de ILAFA,
Dario Urzua 1994, Santiago (Chili)

Antonio Fernando Doria Porto, Assessor Internacional, ILAFA,
C. Walter Scott, 1338, Santiago (Chile)

Institut international du fer et de l'acier

Dieter F. Anderson, Director, Department of Economic Affairs,
12/14 Avenue Hamoir, B-1180 Bruxelles (Belgique)

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS

Documents thématiques

- Formation des ressources humaines pour l'industrie sidérurgique ID/WG.374/1
- Le financement des projets sidérurgiques dans les pays en développement ID/WG.374/3 et Add.1
- Nouveaux venus dans l'industrie sidérurgique ID/WG.374/4

Documents de base

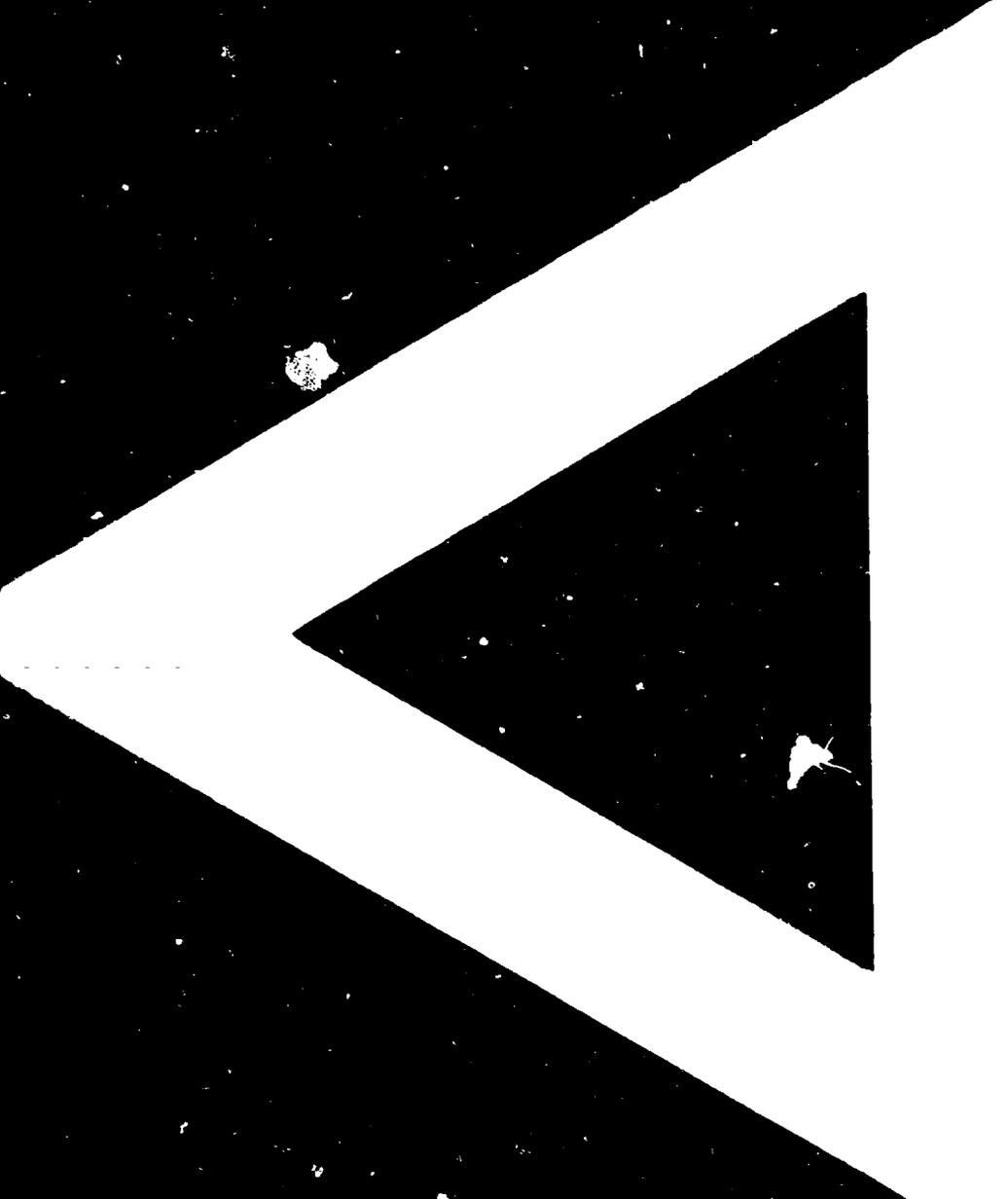
- Les scénarios de l'industrie sidérurgique 1990 ID/WG.374/2
Additif : Les dossiers ID/WG.374/2/Add.1

Documents d'information

- Rapport d'activité sur la mise en oeuvre des recommandations de la deuxième Consultation sur la sidérurgie ID/WG.374/5
- Rapport de la deuxième Consultation sur la sidérurgie ID/224 (ID/WG.286/7)
- Consultations sur la sidérurgie Groupe de travail des scénarios ID/WG.313/3
- Rapport de la seconde réunion du Groupe de travail sur les scénarios de développement de l'industrie sidérurgique ID/WG.363/4
- Water use and treatment practices and other environmental considerations in the iron and steel industry UNIDO/IS.263
- Directory of industrial and technological research institutes : metallurgy sector UNIDO/IS.319
- Record of the UNEP/UNIDO Meeting of Experts on the Environmental and Resource Aspects of the Direct Reduction Route to steel Making UNEP/WG/IS.9 (Final)

Printed in Austria
V. 82-31546—October 1982—1,800

ID/291
(ID/WG.374/6)



-
-
-

-
-